royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

## Iran

Nous avons protesté contre la condamnation à mort de manifestants monarchistes iraniens, dans le cadre du soutien que nous apportons à l'ensemble du mouvement d'opposition démocratique qui dénonce, dans la rue, la dictature religieuse.

Cette sympathie profonde est exempte de toute volonté d'ingérence. Il appartient aux Iraniens de choisir leur régime politique en toute liberté : c'est une évidence qu'il importe de souligner, surtout quand l'épreuve de force est sanglante.

Le meilleur service à rendre au mouvement démocratique iranien, c'est de s'opposer aux intellocrates français spécialisés dans la récupération de causes utiles à leur propre réputation. Le meilleur service à rendre à l'Iran, c'est de mieux connaître son histoire, son identité religieuse et les rapports de force qui sont aujourd'hui en pleine évolution. Ceci afin d'éviter de plaquer nos critères politiques et nos clichés sur une réalité complexe et mouvante.

Avec des démocrates français de toutes tendances, avec les exilés iraniens quand ils le demandent, nous avons choisi la solidarité effective, discrète, sans souci des caméras.

## COPENHAGUE

# Les leçons de l'échec

Conjoncture

**La crise continue**

p. 4

Idées

**Nouvelle télévision**

p. 9

DU 4 JANVIER AU 17 JANVIER 2010 - 40e année - Numéro 961 - 3,20 €

# Dans l'attente du Pélican Noir

**La lecture des indispensables *Carnets de Syldavie* [1] a ravivé, dans la mémoire fervente du colonel Sponz, de bien douloureux souvenirs. Le chef des services secrets royalistes, qui ne désespère pas de la refondation du royaume du Pélican Noir par le prince Milan, a décidé de les révéler à nos lecteurs.**

Il fallait réunir en soi bien des sciences et des talents pour exprimer avec précision et délicatesse ce qu'il y a de plus authentique dans l'identité syldave. Linguiste (il a découvert les origines de la langue syldave), amateur d'eau minérale (surtout la *Klowaswa)*, féru de physique (il explique comment fut conçu le rayon de la mort syldave), passionné d'aviation et de conquête spatiale (il nous apprend enfin ce qu'est devenue la fusée lunaire syldave), historien des Balkans (on lui doit la découverte de l'origine syldave du prétendu *croissant viennois*), géopoliticien pointu (la rivalité syldavo-bordure n'a pas de secrets pour lui), économiste averti (son étude sur la compétitivité de la Syldair fait autorité et a été saluée par Jacques Sapir comme « *une contribution décisive à la critique de la* ***Main invisible*** »), touriste éclairé (il fut un des Délicieux Membres du Club NED de Rakostane), maître-gastronome (il donne la recette du szlaszeck aux champignons), généalogiste de génie (il établit que le roi Muskar XII de Syldavie et Hergé avait le même grand-père : Nicolas de Monténégro), critique musical émérite (ses évocations de la *voix chaude et sensuelle* d'Ella Dhanlosz ont lancé la chanteuse syldave), Jacques Hiron est aussi un excellent écrivain. Son récit de l'agression allemande de 1941 et du départ en exil de Muskar XII m'a tiré des larmes et le retour du roi-soldat à la tête des combattants syldaves est à inscrire dans les plus beaux chapitres de l'histoire des résistances européennes à l'Allemagne nazie.

C'est avec un très grand respect que je voudrais cependant reprendre les lignes que Jacques Hiron consacre à la chute de la monarchie syldave : en juin 1968, « *de graves désordres civils fomentés par le ZZRK (Zyldav Zentral Revolutzionär Komitzät), réactivé en sous-main par les Bordures, entraînèrent une sévère réaction policière : ce fut le début d'une escalade qui ne fut stoppée que par l'annonce de l'abdication de Muskar XII. Le Royaume du Pélican Noir avait vécu* ».Typique de l'analyse hironiste qui a désormais sa place dans l'historiographie contemporaine, ce texte laisse dans l'ombre plusieurs faits significatifs :

**La réalité de la présence de Bernard-Henri Lévy à Klow** pendant les journées enfiévrées du printemps 1968. Dans le reportage qu'il avait publié dans *Le Monde des Balkans*, le jeune Bernard affirmait qu'il se trouvait en Bordurie, « *précisément sur le mont Zstopnohle, en compagnie de Roman Polanski* » alors que cette montagne est sise en Syldavie. De plus, le futur essayiste prétendait avoir débarqué à Tesznik, ville située au milieu des terres, alors que c'est Dbrnouk, le grand port syldave !

**Le rôle joué par André Glucksmann** dans le renversement de la monarchie. Je peux aujourd'hui révéler que ce mao fanatique était suivi par mon équipe depuis son départ de Paris et que je l'ai moi-même *logé* à Klow, dans sa planque de la rue Klazdroje, sonorisée par les soins de mes collègues du contre-espionnage syldave. C'est là que le futur hiérarque de la Gauche prolétarienne a rencontré un des chefs du ZZRK - sans savoir que c'était un agent des services bordures. Après s'être moqué des motions révolutionnaires, « *aussi inertes qu'un ours syldave hibernant au fin fond des Zmyhlpathes* » (Lénine, Œuvres complètes, t. XXXVI, p. 452), l'agitateur français incita le militant syldave à « *remettre en cause toute l'organisation de la production des richesses* » et à soutenir la « *révolte du producteur* ». Ce qui fut fait.

**L'emprise secrète exercée sur le démagogue Khardhannhikê**, chef du parti ZIP (*Zyldav Idealski Partizum*) qui prit le pouvoir en décembre 1968, par les extrémistes du SARKO-ZIP animé par d'anciens militants fascistes hongrois des Croix-Fléchées. Mais ceci est une autre histoire, qu'il est encore dangereux de dévoiler.

**Colonel SPONZ**

(1) Jacques Hiron - « ***Carnets de Syldavie*** », Mosquito, 2009, prix franco : 17 €. Préface du prince Milan, fils aîné du roi Muskar XII.

Achat immédiat

royaliste
DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Dans l'atente du Pélican Noir - p.3 : Changez le disque ! - Galop d'essai - p.4 : Mariani - Rudes glanées conjoncturelles - p.5 : Carbonisés - p.6/7 : Repenser l'écologie - p.8 : Euro - Une vie de faussaire - p.9 : Leur télé-politique - p.10 : Embastillé sous la Terreur - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Éditorial : Rapport sur nos forces.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Mots

# Changez le disque !

**Si, par hasard, un de nos lecteurs croise Henri Guaino au coin d'un boulevard, qu'il prie l'éminent scribe de changer la rhétorique présidentielle. Pour l'*année du renouveau*, c'est du neuf qu'il nous faut !**

On n'en peut plus ! Ce sont toujours les mêmes mots, les mêmes mimiques. Les discours du supposé président, vous voulez que je vous dise, ça tourne à la langue de bois. Exemples :

« *Je n'ai pas été élu pour* »... (augmenter les impôts, etc.). Sans doute, mais Nicolas Sarkozy n'a pas non plus été élu pour que la France réintègre complètement l'Otan et pour que l'armée française aille s'enfoncer dans le bourbier afghan. Mais brisons là : l'ancien avocat a oublié que **tout mandat impératif est nul** et qu'il a été élu pour assumer une fonction arbitrale, non pour tenir un discours de haine à juste titre dénoncé par Emmanuel Todd dans *Le Monde* du 29 décembre.

« *Je ne suis pas homme à* »... (me laisser abattre par la première difficulté, etc.). C'est une formule de matamore qui ne nous renseigne en rien sur ce que l'homme jamais abattu va faire pour surmonter les obstacles qu'il rencontre.

Après avoir banni ces deux expressions, il faudrait ôter des discours tout ce qui relève de l'enfumage. Prenons l'allocution du 31 décembre : nous savons tous que **consolider** le système de retraites consiste à continuer de détruire l'État social - alors que le supposé président reconnaît que le système français a atténué les conséquences de la crise ; nous savons que le concept d'**excellence** masque dans tous les cas une politique inégalitaire ; nous savons tous que la **réduction des dépenses courantes** est une formule d'apparence technique qui annonce une politique de rigueur ennemie de la croissance et contraire à l'objectif de plein emploi.

Ainsi interpellé, Henri Guaino pourrait répondre que son patron annonce plein de belles choses et qu'il a fait part de sa sollicitude aux victimes de la crise. Tout cela est effectivement dans le texte. Mais la petite phrase sur les « *associations qui ont secouru ceux qui en avaient le plus besoin* » et l'appel final à la *fraternité* ont été piqués chez Jean-François Copé qui tente d'importer d'Angleterre et de s'approprier le **conservatisme compassionnel**, théorisé par Danny Kruger, conseiller de David Cameron. En gros, il s'agit d'évacuer la référence à l'égalité, gênante pour l'élite du pouvoir et de l'argent, en pleurant à chaudes larmes sur le sort des millions de citoyens qu'on met délibérément dans le pétrin.

Que Nicolas Sarkozy reprenne à son commis en voie d'émancipation cette entourloupe minable ne saurait nous étonner : il découvre souvent les idées qu'on lui prête en lisant ses discours. Mais son scribe peut mieux faire.

**Angélique LACANE**

Grève

# Galop d'essai

**De la grève, qui a paralysé une partie du réseau express régional (RER A) d'Île de France, on retiendra - aidé par les grands médias, notamment la télévision - que les grévistes ont repris le travail sans avoir obtenu gain de cause.**

La direction de la RATP n'a pas cédé : les salariés de l'entreprise (encore) publique auront donc droit à une prime de fin d'année de 80 euros, alors que les syndicats revendiquaient une bonification de 120 à 150 euros. On retiendra, également, que les usagers de cette ligne (l'une des plus fréquentées en Europe) ont dû, dix-neuf jours durant, voyager dans des conditions quasi inhumaines, entassés les uns sur les autres, et que les banlieusards ont été contraints de renoncer à faire leurs achats de fin d'année à Paris. On retiendra enfin que la grève a coûté quelque cinquante millions à l'économie : c'est du moins ce que prétend le Medef, car, en la matière, aucune donnée statistique ne permet de savoir si cette grève a coûté dix, cinquante ou cent millions ou même - pourquoi pas ? - si elle a rapporté.

Mais là n'est pas l'essentiel. Cette grève est pourtant révélatrice des échecs de la politique mise en œuvre par Nicolas Sarkozy, et cela la presse se garde bien de le dire. Un petit retour en arrière permettra de comprendre. Dès son arrivée au pouvoir, en mai 2007, le tout nouveau président de la République fait voter une loi instaurant le service minimum, avec pour objectif sinon d'empêcher la grève, du moins d'en réduire les nuisances faites aux usagers.

C'est dans ces termes que le communicant qui occupe le poste de président de la République a *vendu* sa réforme aux Français. Il aura fallu, un peu plus de deux ans, pour s'apercevoir que cette politique est un échec : avec dix-neuf jours, c'est la grève la plus longue qu'a connu la RATP depuis… 1995. Déjà des députés UMP réclament un durcissement de la loi, voire une suppression du droit de grève dans les services publics. Il y a peu de chances, dans l'état actuel des choses pour que cela aboutisse, mais c'est vendeur de manière électorale ; et les Régionales se déroulent dans trois mois.

Le véritable problème, à la RATP, c'est que les relations sociales sont historiquement fondées sur le rapport de force. Et il n'y a pas de raison pour que cela change, notamment à cause de la loi d'août 2008 voulue par le chef de l'État, l'UMP et le Medef - rejoints pour l'occasion par la CFDT et la CGT - en vue de réformer la représentativité syndicale. Celle-ci se fonde, désormais, sur l'audience obtenue dans les entreprises.

Or, les prochaines élections professionnelles, à la RATP, auront lieu en… décembre 2010. Avec la grève du RER A, les syndicats, qui sont déjà en campagne, ont pris date un an avant l'échéance. C'est à celui qui sera le plus revendicatif. Il y a donc de forte chance pour que le climat se tende de nouveau tout au long de 2010... et ce d'autant plus qu'aucun n'a obtenu satisfaction.

**Nicolas PALUMBO**

Afpak

# Mariani

Thierry Mariani est le représentant spécial de la France pour l'Afghanistan et le Pakistan (AFPAK).

Lors de son audition par la *Commission de la défense nationale* de l'Assemblée nationale, le 8 décembre, ce parlementaire en mission a fait des déclarations qui mériteraient un large débat public et des précisions supplémentaires.

Nous apprenons que nos soldats luttent aux côtés des alliés « *contre l'obscurantisme et* [pour] *donner aux Afghans un avenir meilleur* ». Obscurantisme religieux ? Obscurantisme des extrémistes religieux ? Obscurantisme des coutumes ? Nous ne savions pas que c'était la mission de nos soldats, officiellement engagés dans une *guerre contre le terrorisme* selon une stratégie américaine en tous points inefficace.

Sans sous-estimer les actions de développement économique et social, comment ne pas reconnaître que les sympathies que nous pourrions obtenir dans la population sont détruites par les tueries de civils perpétrées par des militaires (américains, allemands) apeurés et mal commandés ?

À ce sujet, comment se fait-il que le général Mc Chrystal, répondant à une question de Thierry Mariani, puisse affirmer que le retrait américain, fonction du niveau atteint par l'armée afghane, ne commencera pas avant trois ans ? Le président Obama a annoncé un retrait dans 18 mois.

Dans le domaine militaire, stratégique et tactique, toute l'audition de Thierry Mariani montre que nous ne participons pas aux prises de décision.

**Annette DELRANCK**

Crise mondiale

# Rudes glanées conjoncturelles

**Clairs et nets au début de l'été, les discours officiels sur la *sortie de crise en 2010* se font plus rares et plus circonspects. Il est vrai que diverses informations glanées en France et à l'étranger semblent bien démontrer que, de G 8 en G 20, MM. Obama, Sarkozy et consorts ont été des réformateurs en peau de lapin.**

**Aux États-Unis**, la presse écrite, beaucoup plus perspicace et critique que nos quotidiens parisiens, a souligné à maintes reprises que la crise immobilière, cause directe des grands effondrements financiers, était loin d'être terminée. Le taux de défaut sur les crédits hypothécaires commerciaux a doublé en l'espace d'un an et la situation n'est pas moins préoccupante dans le domaine des prêts immobiliers résidentiels, malgré le soutien de l'État à la renégociation des emprunts. On note par ailleurs que l'augmentation du chômage va provoquer la faillite des caisses d'assurances dans quarante États qui devront emprunter 90 milliards de dollars.

On relève aussi que plus de cent banques locales ont fait faillite en 2009 ; une aggravation de la situation des petits établissements entraînera de nombreuses fermetures de petites et moyennes entreprises - ce qui provoquera de nouvelles faillites bancaires. Le gouvernement a réagi tardivement car il s'est concentré sur les principales banques au mépris de l'activité industrielle et de l'emploi. Mais le comportement des banques pendant la crise conduit les journalistes à soupçonner de gigantesques arnaques, montées pendant que les chefs d'État s'agitaient sur les bonus. La politique de la Réserve fédérale fait également l'objet d'investigations approfondies - le bilan de la banque centrale présentant des étrangetés qui pourraient être scandaleuses.

**Le Japon** est à nouveau en situation de déflation et souffre de la surévaluation du yen par rapport au dollar, qui pénalise les exportations japonaises. Le pays a la chance de pouvoir utiliser la technique de la création monétaire (la salutaire planche à billets) pour financer un plan de relance et soutenir les banques qui manquent de fonds propres.

**Dans la zone euro,** la Banque centrale européenne hésitait en décembre entre deux mauvaises solutions : diminuer son aide aux banques afin qu'elles réduisent leurs opérations spéculatives au risque de mettre ces mêmes banques en difficulté ; continuer à soutenir le secteur bancaire et encourager de ce fait une spéculation qui porte en elle de nouveaux krachs. La Réserve fédérale et la Banque d'Angleterre sont confrontées au même dilemme.

Il y a surtout la menace à court terme qui pèse sur le Portugal, l'Espagne, l'Irlande et la Grèce. Sur les Hellènes tout particulièrement, qui sont au bord de la faillite. Alors que plusieurs économistes pointent depuis trois ans la menace qui pèse sur la Grèce, l'oligarchie européiste s'est enfin officiellement aperçue qu'il fallait prendre la situation très au sérieux. La fameuse *forteresse euro* est en papier buvard, les mesures de soutien à un État en difficulté sont difficiles ou impossibles à mettre en œuvre en raison des contraintes imbéciles adoptées par les ultra-libéraux. Si besoin est, on agira donc au dernier moment, dans la précipitation, ce qui est la pire des politiques. Sinon, on attendra que la crise se résolve d'elle-même - ce qui est illusoire car les mesures adoptées par le nouveau gouvernement socialiste ne résoudront pas la crise économique et vont durcir la crise sociale.

**En France**, on se réjouit d'une croissance presque inexistante (+ 0,3 %) qui n'annonce pas une reprise sérieuse en raison du nombre croissant de chômeurs (un million d'entre eux arrivent en fin de droits) et de salaires trop faibles. Le gouvernement fait d'ailleurs mentir le supposé président en annonçant qu'on travaillera moins (le chômage va augmenter) et qu'on ne gagnera pas plus (et même moins dans les entreprises qui amputent les salaires en faisant du chantage aux licenciements) tout en creusant la dette publique sans utilité pour la relance de l'activité économique. Mais on promet de nouvelles réformes de structures - donc une nouvelle phase de libéralisation qui va accentuer une crise essentiellement provoquée par l'ultra-libéralisme.

**Sylvie FERNOY**

## Fiasco

# Carbonisés

**L'annulation de la taxe carbone n'est que la moindre des conséquences de l'échec du sommet mondial de Copenhague sur le changement climatique.**

L'année 2009 s'est clôturée sur une note négative qui pensera lourd sur les relations internationales de la prochaine décennie. La conférence de Mexico dans un an réparera (peut-être) une partie des dégâts mais un coup très fort a été porté à la solidarité internationale à Copenhague. Cent vingt chefs d'État et de gouvernement avaient fait le déplacement pour finalement se contenter de *prendre note* d'une déclaration de principe parfaitement insipide concoctée entre Américains et Chinois.

Le désarroi est d'autant plus fort que l'organisation des Nations Unies a été écartée du processus d'élaboration. À qui la grande majorité des États du monde iront-ils s'adresser pour faire entendre leur voix et tenter d'influencer les pays les plus développés ? Si les États-Unis et la Chine populaire s'entendent, la preuve est faite que cela ne peut être qu'au détriment du reste du monde. Ce qui s'est passé à Copenhague n'est que le premier pas vers un nouveau duopole planétaire.

L'Europe, en dépit ou à cause de ses ambitions, a été affaiblie. Les plus audacieux des pays membres - dont la France avait délibérément choisi de satisfaire les attentes - n'ont pas été suivis par les moins avancés, notamment les ex-pays communistes rompus aux mauvaises habitudes industrielles de l'ancien bloc de l'Est. La taxe carbone, qui se voulait avant Copenhague le gage de l'engagement fort du gouvernement français, n'a plus, sur le plan international, de raison d'être après l'échec de cette conférence. Son abandon n'est rien que logique.

Le chacun pour soi va à nouveau prévaloir. Le retour en arrière sur la régulation climatique risque de faire boule de neige. On ne voit pas ce qui interdirait désormais un protectionnisme fondé sur des critères de pollution, tout comme il se justifie par rapport au travail des enfants ou des prisonniers. À l'inverse, le temps paraît venu d'offrir de nouveaux privilèges commerciaux au profit des moins polluants, ce qui inclut les pays africains qui se retrouvent pris au piège du changement climatique et de l'épuisement des sources d'aide budgétaire. Il n'est plus possible après l'échec de Copenhague de prétendre faire croire que les pays industrialisés vont augmenter leurs concours d'aide publique au développement. Aucune annonce chiffrée n'est plus crédible. Personne n'ignore que les ressources disponibles ne sont pas élastiques. Des promesses faites au profit des pays victimes de la sécheresse ou des inondations viendraient en diminution des programmes de santé ou d'éducation. Une priorité chasse l'autre.

L'échec de Copenhague est un sévère échec du multilatéralisme. L'individualisme pour ne pas dire le nationalisme sera difficilement contenu au cours des négociations qui sont censées se poursuivre jusqu'au nouveau rendez-vous de Mexico. La France et l'Union européenne devront à la fois se défendre dans la concurrence internationale - sans pitié et qui n'aura plus de frein - et capitaliser sur les frustrations très profondes exprimées par les pays laissés sur le bord de la route. S'il doit rester quelque espoir parmi ces derniers, la vieille Europe est la seule à encore pouvoir l'inspirer, à la condition d'y mettre quelques moyens, politiques autant que financiers. Washington, Pékin autant que New York (ONU) ont perdu leur confiance.

**Yves LA MARCK**

### Errata

Après l'article *Climat de guerre* paru dans *Royaliste* n° 959, un lecteur fidèle et attentif nous fait remarquer qu'un tsunami ne peut en aucun cas être assimilé aux conséquences des changements climatiques et que de l'avoir évoqué dans le cadre de la guerre du climat est une impropriété. Dont acte.

## BRÈVES

♦ **IRAN** – Dans un entretien accordé au *Parisien libéré*, Reza Pahlavi, le fils aîné du dernier chah d'Iran a déclaré : « *Cela ne me surprend pas que la République islamique tente de survivre par l'arrestation, la torture et le meurtre. Croyez-moi, cela ne marchera pas. Notre peuple ne cédera rien. Nous sommes décidés à aller jusqu'au bout et je tiens à exprimer mes condoléances à toutes les familles des victimes de la répression barbare du régime. Leurs noms seront associés pour toujours au combat pour la liberté et la démocratie* ». Après avoir exhorté « *les forces de l'ordre à la désobéissance civile et à la neutralité, c'est-à-dire à refuser tout ordre de violence* » le fils du chah a ajouté : « *mes compatriotes, dont les trois quarts ont moins de 35 ans, ne peuvent pas admettre un régime totalitaire fondé sur la religion. Cela ne veut pas dire que la religion n'aura plus sa place dans l'Iran de demain. La séparation de l'État et de la religion est dans l'intérêt même de cette dernière, comme d'ailleurs une large partie de notre haut clergé l'a compris depuis longtemps.* »

♦ **LUXEMBOURG** –S'adressant à ses concitoyens, le Grand-Duc Henri, a évoqué la crise économique mondiale qui n'a pas épargné son pays où « *le chômage a augmenté et où beaucoup craignent de perdre leur emploi. De nombreuses entreprises fonctionnent en dessous de leurs capacités et les finances publiques sont sous pression.* » Poursuivant sa réflexion il s'interroge : « *Beaucoup a été dit et écrit sur cette crise. Cependant, on a moins réfléchi sur ses causes. Or, ne devrions-nous pas nous poser à nous-mêmes les bonnes questions ? Ne se pourrait-il pas que notre société ait été aveuglée par l'appât du gain rapide ? N'avons-nous pas fini par croire en une croissance infinie ? Au fond, avons-nous vraiment pensé à l'avenir ?* »

♦ **ESPAGNE** - Lors de son traditionnel message de Noël, le roi Juan Carlos, après avoir rendu hommage aux victimes du terrorisme et à leurs familles, a appelé ses concitoyens à « *surmonter les tensions et les divisions afin de renforcer la cohésion interne et la projection extérieure de l'Espagne* ». Le monarque a souligné que la Constitution « *garantit un large éventail de droits et de libertés, elle rend possible une articulation de notre riche diversité territoriale et nous fournit des institutions qui sont fondamentales pour la stabilité et la vie en commun démocratiques* ».

♦ **MAROC** – En rapport avec sa volonté de réformes institutionnelles, le roi Mohammed VI a procédé à l'installation d'une Commission Consultative de la Régionalisation chargée de « *mettre au point un modèle maroco-marocain de régionalisation, issu des spécificités de notre pays* ». Le souverain a rappelé que : « *la Monarchie marocaine est restée, à travers les âges, le garant de l'unité de la nation, incarnant la symbiose qui la lie aux différentes composantes du peuple, et veillant à s'enquérir de la situation des populations sur le terrain, partout dans le Royaume* » et fixant son objectif : « *Il appartient donc à la commission de mettre au point un système national novateur de régionalisation, sans pour autant sombrer dans le mimétisme ou la reproduction à la lettre des expériences étrangères.* »

Après Copenhague

# Repenser l'écologie

**Faut-il se désoler du résultat de la conférence de Copenhague ? D'un espoir sans mesure, on est tombé dans un accablement qui n'a pas de raison d'être. Il faut examiner les causes de l'échec, souligner l'amateurisme des dirigeants politiques – et la démagogie de certains – mais surtout repenser librement l'écologie, contre les fantasmes, les partis pris et les aveuglements de l'écologisme. François Villemontex reprend l'ensemble de la question.**

Que retenir de Copenhague, une fois la *déception* consommée ? De nombreuses choses, à plusieurs niveaux :

D'un **point de vue général**, on a la démonstration que le monde politique n'a pas la moindre idée de ce que représente l'écologie. Prétendre *limiter le réchauffement planétaire* à deux degrés n'a aucun sens, la température de la planète ne se règle pas avec un thermostat que l'on monte ou descend d'un cran. Plusieurs arguments démontrent l'idiotie de cette décision.

D'une part le débat sur les causes du réchauffement n'est pas clos dans le monde scientifique et des voix qu'il ne faut pas négliger font encore l'hypothèse que ce réchauffement est plus dû aux variations du rayonnement solaire qu'à la responsabilité de l'homme. Si c'est le cas, ce que pourra faire l'humanité ne changera rien à la chose.

D'autre part, dans l'hypothèse quand même plus probable d'une grande part de responsabilité humaine, les choses ne sont pas non plus aussi simples que ça. La planète se réchauffe à grande vitesse, ce qui signifie que la dynamique est lancée, que quoi que l'on fasse maintenant elle va passer d'un état d'équilibre climatique à un autre, et rien ne pourra bloquer cette évolution. L'inertie climatique de la terre est colossale, et une fois le mouvement lancé, l'arrêter ne peut se faire du jour au lendemain : il faut compter en siècles, voire en millénaires, pour que le *freinage* soit sensible (s'il est même possible). Alors pourquoi chercher à réduire le taux de gaz à effet de serre, direz-vous ? Simplement parce que personne (sauf les menteurs ou les ignorants) ne peut dire où se situera le prochain point d'équilibre climatique, et qu'il est préférable de ne pas accumuler les risques. Cet état d'équilibre se réalisera seul et nous ignorons totalement s'il se situera à un, deux, ou dix degrés. Mais il sera de toute façon pire si l'on continue de polluer allègrement.

Enfin n'oublions pas que le changement n'est pas seulement quantitatif, mais aussi qualitatif : il se traduit déjà, nous le voyons tous les jours, par des excès climatiques, et pas seulement par un réchauffement moyen toutes choses égales par ailleurs. Le principe de précaution doit donc être appliqué tout de suite.

Du **point de vue de la politique internationale**, il est arrivé ce qui devait arriver : l'Europe, qui est pourtant le seul continent où l'opinion publique ait acquis une *conscience écologique*, a été incapable de la moindre action efficace. Nous le disions lors des élections européennes : penser que l'Europe serait le meilleur niveau pour mener un combat écologique est absurde.

On aurait pu se passer de la démonstration, mais c'est chose faite. Les écologistes européens cuvée Cohn-Bendit ne cachent pas leur amertume, mais leur idéologie viscéralement anti-nationale leur impose à nouveau un mauvais choix, et ils veulent maintenant agir au niveau régional, autre niveau d'échelle complètement inefficace en termes de poids et de pouvoir de pression politique. Les faits, décidément bien têtus, le montrent tous les jours : seules les nations ont un discours cohérent, que ce soit pour (la France, l'Allemagne, le Brésil) ou contre (les États-Unis, la Chine) une législation internationale contraignante.

Une autre constatation est à faire : l'importance du poids de l'économie dans les prises de décision. Ce ne sont pas des analyses écologiques qui ont permis de mener la réflexion, mais des considérations économiques strictement nationales. La Chine refuse toute contrainte à son développement industriel, et donc bloque toute législation ; les États-Unis sont très en retard dans l'éco-business, et font tout pour ralentir leurs concurrents dans cette voie. Gageons que lorsqu'ils seront prêts ils seront les premiers à imposer ces contraintes. Nous avions vu lors de l'épisode - presque oublié - du trou dans la couche d'ozone, combien la fibre écologiste pouvait être opportuniste : le brevet de fabrication des chlorofluorocarbones (les fréons) tombant dans le

domaine public, il a paru préférable à Dupont de Nemours (le propriétaire) de faire interdire leur production, devenue libre de droits, et de les remplacer par de nouveaux produits protégés, ce qui s'est fait au prétexte de leur impact (réel) sur l'environnement.

En revanche l'Allemagne, premier producteur mondial d'équipements en énergies renouvelables (les éoliennes en particulier), le Brésil avec ses biocarburants et la France qui touche les dividendes de sa politique du nucléaire civil (la source d'énergie industrielle la moins polluante à l'heure actuelle), sont devenues quant à elles des nations farouchement écologistes.

La France, justement. Reconnaissons tout d'abord l'existence d'une vraie cohérence dans la politique écologique de Nicolas Sarkozy : ses prises de position sont dans la droite ligne de celles du *Grenelle de l'Environnement*, et l'on doit mettre ceci à son actif. Cela dit, on peut avoir des doutes sur sa tactique, et il n'a pas échappé aux délégations présentes à Copenhague que des considérations politiciennes nationales ont gouverné son discours, ce qui lui a ôté toute sa crédibilité.

Regrettons que de ce fait il n'ait pu être le fédérateur d'une majorité de pays vers une politique de l'environnement, alors que l'association avec le Brésil avait pu le laisser espérer. Belle occasion perdue pour la France de jouer un rôle majeur dans la lutte pour l'instauration d'un monde respectueux de l'environnement. Nous verrons lors des élections régionales si le pari de M. Sarkozy de *confisquer* le discours écologique aura été gagnant au niveau national, mais on peut en douter : tout le monde sait maintenant que ses gesticulations et ses positions ne sont pas motivées par une vision à long terme, mais par des considérations électorales.

Maintenant, il faut assimiler l'échec de Copenhague, et réfléchir au futur. Puisque les décisions sont reportées, profitons-en pour reprendre les dossiers, en fonction justement des analyses présentées ici. Car l'écologie est à la mode, et beaucoup d'initiatives présentées comme *vertes* ne le sont pas tant que ça, et pourraient avoir des effets contraires à ce que l'on prétend. En voici deux exemples.

**Premier exemple, le nucléaire**. Contrairement à la doxa écologiste, il s'agit pour le moment de la façon la moins polluante de produire de l'énergie. Il présente un risque certain, les déchets s'accumulent et auront un impact dans le futur, mais les causes de pollution actuelles, celles qui posent problème, ne sont pas de son fait. Beaucoup de fantasmes entourent le nucléaire, alors que les effets des déversements de pétrole en mer, pour ne retenir que ceux-là, ont eu sur l'environnement (et sur l'homme) des effets autrement plus nocifs que tous les Tchernobyl réunis. Pour faire dans la parabole, il vaut mieux boire de l'eau polluée au risque d'être malade demain que mourir de soif aujourd'hui. Tant que des alternatives crédibles ne seront pas proposées, il faut favoriser le nucléaire.

Or ce que l'on propose comme alternatives en énergies dites renouvelables (énergie éolienne et solaire) n'est pas inoffensif, quand on y regarde de près : si l'on se limite à mesurer le *bilan carbone* d'un kilowatt produit par une éolienne, il est certain qu'il est plus faible que celui produit par une centrale thermique ; si l'on ajoute à ce coût celui de sa construction, de la surface requise pour son installation, de sa mise en œuvre et des nuisances locales, les choses ne sont plus tout à fait aussi idylliques. Les biocarburants présentent la même situation, avec la circonstance aggravante qu'ils consomment des terres agricoles. S'il faut défricher des forêts et soustraire des milliers d'hectares à l'agriculture pour produire de l'énergie non polluante avec un rendement dérisoire (toute production agricole industrielle exigeant des dépenses énergétiques), où est le bénéfice ?

■ ***Il ne suffit pas de le vouloir pour le pouvoir...***

Le **deuxième exemple** à méditer est ce qui se dessine de façon de plus en plus inquiétante sous le nom d'**ingénierie climatique**. La tentation est grande en effet de vouloir agir techniquement sur le climat, et par exemple des propositions d'épandage dans la haute atmosphère de particules corrigeant l'impact des gaz à effet de serre, ou de réduction de l'insolation par diverses techniques, se font de plus en plus insistantes. Elles présentent un côté attractif tant du point de vue idéologique (la technique résout les problèmes posés par la technique) qu'économique, puisqu'elles ouvrent des perspectives industrielles.

Elles présentent pourtant un risque énorme, car on ignore tout de leurs effets secondaires. Utiliser de tels instruments sans en avoir au préalable bien analysé tous les effets est un jeu que l'on doit absolument refuser. Or la déclaration de Copenhague, qui veut limiter l'augmentation de la température à deux degrés, ouvre toute grande la porte à ces initiatives prométhéennes. Répétons-le : personne au monde n'est capable de dire quels effets auront de telles actions, mais ce qui est sûr, c'est qu'une fois ouverte, la boîte de Pandore ne se refermera plus.

Enfin il est certain que la cause de **pollution la plus grave** n'est pas dans la production d'énergie, mais dans les **effets de sa consommation**. L'objectif prioritaire n'est donc pas de produire de l'énergie *propre*, mais d'en consommer moins. Ceci est beaucoup plus difficile, mais c'est bien là que doit se situer le débat. Puisque hélas aucun traité international ne pourra être signé rapidement, prenons le temps d'en élaborer un bon, donc d'analyser complètement les propositions et les possibilités offertes. Ceci inclut les réflexions sur la surpopulation, l'alimentation, l'eau, bref sur tout ce qui doit être pris en compte dans le futur, et pas seulement sur un transfert de sources énergétiques avec l'objectif de poursuivre la croissance par la consommation. Alors, si cela permet de partir sur de bonnes bases, peut-être faut-il en effet se réjouir de l'échec de Copenhague.

**François VILLEMONTEIX**

Blog

# Euro

Sur son *Blog Gaulliste libre* (1) daté du 28 décembre, Laurent Pinsolle souligne « *L'échec de la monnaie unique* ».

L'euro est responsable de la faible croissance de l'Allemagne, de la France et de l'Italie depuis dix ans. De plus, nous sommes, comme les Italiens, les victimes de la politique économique allemande : « *Au milieu des années 90, craignant pour sa compétitivité, notre voisin d'outre-Rhin a choisi de délibérément comprimer ses salaires, ce qui a déprimé sa demande intérieure et a donc pénalisé les exportations de ses voisins européens* ».

Pire : « *la politique monétaire unique de la Banque Centrale Européenne ne s'est pas révélée plus appropriée à l'Irlande ou l'Espagne qu'à la France ou l'Allemagne. Au milieu des années 2000, les taux courts, à 4 %, étaient trop élevés pour le couple franco-allemand, puisqu'ils correspondaient à la croissance nominale du PIB. En revanche, pour des pays comme l'Espagne, où la croissance nominale du PIB avoisinait les 7 % ou l'Irlande, où elle était proche de 10 %, les taux étaient beaucoup trop faibles. Résultat, la monnaie unique y a provoqué une immense bulle financière et immobilière* » et l'effondrement de ces pays.

Au seuil d'une année noire, j'offre aux européistes cette audacieuse métaphore : si, en France, le char de l'État navigue sur un volcan, la *forteresse euro* a du plomb dans l'aile.

**Jacques BLANGY**

(1) http://gaulliste-villepiniste.hautefort.com/archive/2009/12/28/l-echec-de-la-monnaie-unique.html

Engagement

# Une vie de faussaire

**Comédienne, écrivain, Sarah Kaminsky a écouté son père lui raconter sa vie – celle d'un faussaire de génie qui accumulait plus de dettes que d'argent parce que ses convictions et ses engagements le maintenaient dans son état d'honnête homme.**

Il est rare qu'un homme dévoué à une cause et magnifiquement courageux fasse le *miles gloriosus* à la table familiale. Longtemps, Adolfo Kaminsky a gardé le silence jusqu'à que ce que Sarah, sa fille, l'amène doucement à parler de sa vie...

Une vie en tous points extraordinaire – celle d'un Juif argentin, fabricant de faux papiers, qui ne s'est jamais fait prendre alors qu'il exerça ses activités pendant les années d'Occupation puis pour de nombreux militants illégaux en des périodes de tension extrême. Trente ans de travaux clandestins, interrompus dans la dernière année de la guerre par une activité légale, officielle et correctement rétribuée : celle de fabricant de faux-papiers pour le compte des services secrets français, où l'homme de l'ombre, pacifiste déterminé, se vit attribuer un uniforme français, des galons de lieutenant, une voiture, un chauffeur et des bureaux...

On dirait un roman, mais tout est véridique, lourd de tragédies. Adolfo a 17 ans en juin 1940. L'arrivée des Allemands bouleverse l'existence de cette famille d'immigrés argentins, qui ne se souciaient pas de leur judéité, et jette un apprenti teinturier, passionné de chimie, dans la Résistance. Avec un matériel dérisoire, grâce à d'invraisemblables bricolages, il va devenir le plus grand faussaire de l'Occupation et sauvera des centaines de vies. Auparavant, l'habitant de la bonne ville de Vire, licencié de son usine parce qu'il est juif, aura la douleur de perdre sa mère, assassinée, et de connaître le camp de Drancy. Terrible témoignage sur les débuts de la persécution antisémite et sur les premiers convois pour l'Allemagne dont il réchappa deux fois. Admirable évocation des travaux et des peurs d'un clandestin exemplaire qui échappa à la Gestapo grâce à une inflexible prudence.

La vie d'Adolfo Kaminsky, c'est, tout du long, celle d'un homme de conviction. Sans engagement politique pendant la Résistance, il s'affirme anticolonialiste lorsque commence la guerre d'Indochine et démissionne de l'armée. Mais c'est comme frais converti au sionisme qu'il fabrique des papiers pour la Haganah et pour le groupe Stern, un exploit qui le contraint à une double clandestinité. La guerre d'Algérie fera de cet inlassable artisan le pourvoyeur des porteurs de valise du FLN puis du réseau Curiel. Je ne suis pas sûr qu'un humaniste conséquent puisse aider des poseurs de bombes aussi impitoyables avec leurs frères ennemis du MNA qu'avec les civils et les militaires français. Mais, qu'on partage ou non ses engagements, on mesure avec stupéfaction l'immensité des services que cet idéaliste particulièrement généreux a rendus aux persécutés de l'Espagne franquiste et de la Grèce des colonels, aux militants révolutionnaires d'Amérique latine et d'Afrique du Sud.

Cette vie, c'est aussi une histoire de sans-papiers qui trouve trop d'échos dans l'actualité. La famille Kaminsky arrive d'Argentine à Marseille, est refoulée en Turquie et se heurte aux rigidités bureaucratiques. Après la Libération, Adolfo, résistant reconnu, est lui-même considéré comme clandestin par la police qui le menace d'une mesure d'éloignement ! C'est seulement en 1992 qu'il a obtenu la nationalité française pour lui et sa famille.

Sa famille... Adolfo, juif argentin, Russe d'origine, sioniste déçu, a épousé en Algérie la fille d'un imam progressiste qui a donné naissance à trois enfants. La France, « *c'était le choix de Leïla* » qui voyait monter l'extrémisme religieux et qui craignait pour son mari, « *le Juif* », et pour ses trois « *petits métis* ». C'était en 1982, quand la France était encore considérée comme la patrie des droits de l'homme, la terre d'asile préférable à tant d'autres. C'est moins vrai maintenant. Il faut persuader toutes les Leïla du monde que ce n'est qu'un mauvais moment à passer.

**B. LA RICHARDAIS**

(1) Sarah Kaminsky – « *Adolfo Kaminsky, Une vie de faussaire* », Calmann-Lévy, 2009. Prix franco : 18 €.

Achat immédiat

# Leur télé-politique

Le sarkoberlusconisme, *qu'es aco* ? Le néologisme semble annoncer un pamphlet. Tel n'est pas le cas. Professeur de sciences de l'information et de la communication, Pierre Musso attire notre attention sur une nouvelle forme de comportement politique qui oblige à dépasser le traitement sarcastique du sarkozysme. Le supposé président n'est pas un cas unique et aberrant puisqu'il a une sorte de double transalpin, beaucoup plus pervers que l'anti-berlusconisme ordinaire ne le laisse supposer.

Les deux hommes n'ont certes pas fait le même chemin : Nicolas Sarkozy est un pur politicien, Silvio Berlusconi a commencé par construire un empire médiatique. Mais, parvenus au pouvoir, tous deux conçoivent leur activisme de manière tellement semblable que cela donne un système inédit, complexe, déconcertant. Leur point de rencontre, c'est la télévision et l'usage qu'ils en font. La belle affaire, est-on tenté de dire : il est évident que tous deux contrôlent les médias, directement ou par le biais de leurs amis ! C'est beaucoup plus subtil car leur pouvoir se mélange avec la propre puissance de la télévision. Pour connaître la nature du mélange, il faut refaire l'histoire du média et associer à l'enquête ceux qui ont travaillé sur les médias et les médiations : Lucien Sfez, Georges Balandier, Régis Debray, Pierre Legendre que nous suivons de livre en livre ; Sylvie Blum et Dominique Mehl que nous avions négligé.

Pierre Musso distingue quant à lui les « *trois moments de l'économie symbolique de la télévision latine* » :

- la **paléotélévision *messagère*** (1950-1975), qui est une *télévision-fenêtre* composée de chaînes publiques destinées aux citoyens : cette télévision assure montrer le réel et dire la vérité - celle du pouvoir car la vérité qui dérange est censurée ;

- la **néotélévision *relationnelle*** (1975-1995), qui est une *télévision-miroir* composée de chaînes publiques et de chaînes commerciales qui veulent associer le téléspectateur-consommateur à un spectacle scandé par les annonces publicitaires ;

- la **néotélévision *actrice*** qui est à la fois un élément central dans la genèse de MM. Sarkozy et Berlusconi et dans le dispositif idéologique des deux potentats.

Si ces trois époques sont pertinentes, si le moment sarkoberlusconien correspond à une réalité observable, c'est toute la critique habituelle de la télévision qui est à revoir car il est désormais inutile de dénoncer la *télé aux ordres du pouvoir* comme en 1960 ou le *spectacle* commercial des années quatre-vingt. Pourtant, il y a toujours du spectacle et du pouvoir (et même toujours plus de pouvoir politique) dans cette Télévision qui n'a pas liquidé ses chaînes publiques. Mais cela se tricote autrement.

« *Le sarkoberlusconisme*, écrit Pierre Musso, *promeut une institution productrice qui, en retour, lui offre un miroir du social dans lequel il se réfléchit. Dans un échange de bons procédés, la néopolitique soutient la néotélévision commerciale qui promeut ses références culturelles dans l'imaginaire populaire : celui-ci se reconnaît en retour, dans les valeurs et les passions de la néopolitique, en un jeu de miroirs sans fin* ». Nous voyons en effet Nicolas Sarkozy se produire sur scène et attirer sur lui tous les projecteurs en fonction de l'idée qu'il se fait de l'opinion publique : d'où le recours immodéré et coûteux aux sondages, cette autre fabrique de miroirs déformants, en fonction desquels il cible ses clientèles. Le **débat sur l'identité nationale** est accompagné par le battage médiatique sur les **minarets** et cible la clientèle du Front national (qu'on suppose uniquement hostile aux arabo-musulmans) mais on peut aussi cibler la **diversité** en nommant Rama Yade, la petite rebelle **noire** confortablement installée dans l'oligarchie de droite et qui renvoie à l'opinion une image positive de la segmentation raciale à la mode sarkozienne.

Silvio Berlusconi est allé beaucoup plus loin dans la fusion de la politique et de la télévision en créant un parti-télé qui est son propre parti (*Fuerza Italia*), fondé sur les chaînes dont il est propriétaire. Berlusconi oppose délibérément sa télévision politico-commerciale à la *RAI*, chaîne publique dénoncée en temps que telle mais très utile dans sa dramaturgie de l'affrontement entre deux nations - celle des partisans et celle des adversaires de Silvio Berlusconi, figure du bien ou figure du mal mais toujours figure centrale de la politique italienne. En décidant la suppression de la publicité sur les chaînes publiques, Nicolas Sarkozy va dans le même sens : celui d'une télévision publique pédagogique confrontée aux chaînes privées possédées non par lui mais par ses proches amis (Martin Bouygues).

Ces différences sont beaucoup moins importantes pour nous que le programme commun : le branchement de la néopolitique sur la télévision produit une extraordinaire confusion entre l'imaginaire et le réel : « *De même que la paléotélévision ouvre à la découverte du monde, la néotélévision à la découverte du sujet* (animateur et téléspectateur), *la télévision-réflecteur ouvre à la confusion du réel et de la fiction, de l'observation et de l'action, en somme à la* ***téléréalité*** » (2). Chaque jour, nous assistons à la diffusion de bribes de réel qui composent une idéologie qui ne dit pas son nom mais où l'on trouve le divin Marché, les *valeurs* (identité nationale en France, catholicisme en Italie), l'américanisme... et l'omniprésent patron de l'entreprise France ou l'entrepreneur heureux qui est devenu le patron de la firme Italie.

Les téléspectateurs sont conviés à participer au bonheur de Nicolas et Silvio, deux copains qui sont comme nous : ils aiment les femmes, les vacances dans de belles villas ; les femmes les aiment et ils sont invités partout à l'étranger. Les journalistes et les dirigeants politiques qui participent aux émissions de divertissement et autres téléparlottes pensent qu'ils peuvent tout de même faire passer des idées et conforter leur propre image. Ils ne sont que les complices de metteurs en scènes, à l'Élysée comme sur les plateaux, qui se moquent totalement des convictions et des engagements.

En direct et en différé, c'est la symbolique politique qui est subvertie de cent manières, au profit d'un récit prodigieusement bricolé. Toute la question est de savoir s'il fait encore illusion.

**Bertrand RENOUVIN**

📖 (1) Pierre Musso - « *Télé-politique, le sarkoberlusconisme à l'écran* », Éd. de L'Aube, 2009, prix franco : 20 €. Achat immédiat

📖 (2) Sur la fabrique de l'imaginaire dans la téléréalité, cf. le livre de Philippe Bartherotte « *La tentation d'une île* », Jacob-Duvernet (prix franco : 21 €) et sa recension dans *Royaliste* n° 946. Achat immédiat

# Embastillé sous la Terreur

**Les mémoires du duc de Montpensier [1], deuxième fils de Philippe-Égalité, donnent un éclairage exceptionnel sur les conditions de détention sous la Terreur. On y lit une page de l'histoire de France.**

En juillet 1775, naît le deuxième fils de Philippe-Égalité, titré duc de Montpensier. Le prince a laissé la description détaillée de son incarcération pendant la Révolution : *Ma captivité pendant la Terreur* couvre la période 1793 - 1796. En compagnie de son frère aîné, Louis-Philippe, et de son cadet, le duc de Beaujolais, il reçoit une formation non conventionnelle dispensée par la comtesse de Genlis. Ce *gouverneur* hors du commun élève les enfants de Philippe d'Orléans *à la dure*. Les princes sont soumis à un entraînement physique allant au-delà des habitudes de l'époque. Sans cela, Montpensier aurait-il surmonté les épreuves qui l'attendaient dans les prisons de Marseille ?

Le prince a des dispositions pour les arts : Carmontelle ou David comptent parmi ses professeurs. Lorsque éclatent les troubles de 1789, Montpensier, comme son frère aîné, est acquis aux idées nouvelles. En 1792, il participe aux batailles de Valmy et de Jemmapes en qualité d'aide de camp de Louis-Philippe, alors officier général. On sait que le jeune prince tenta de dissuader son père de paraître à la Convention lorsque fut votée la mort de Louis XVI. Montpensier est arrêté le 9 avril 1793, en pleine Terreur, à Nice où il se trouvait alors au quartier général de l'armée d'Italie.

Le duc de Montpensier est conduit sous bonne garde à Aix-en-Provence, puis à Marseille au Palais de justice. En mai 1793, cinq membres de la famille d'Orléans sont réunis au fort Notre-Dame. « *Au bout du passage était un trou noir d'environ huit pieds carrés, d'une saleté et d'une puanteur insupportables, et qui ne recevait de lumière que par un petit soupirail grillé donnant sur la cour… J'avoue que je ne pus me figurer d'abord que c'était là le séjour qu'on me destinait* », écrit Montpensier à son arrivée au Palais. Un mois plus tard, les Orléans sont transférés au fort Saint-Jean où la condition qui leur est faite n'est pas meilleure. « *… Les chaleurs de Provence étaient difficiles à supporter dans un cachot où l'air ne pouvait se renouveler… Pour remédier à l'infection des latrines, Gamache* [le domestique resté auprès du prince] *brûlait du sucre…* ». Pour tenter d'oublier son sort, Montpensier lit beaucoup, se procure des livres. « *On nous permettait de lire des papiers publics, dans lesquels nous n'avions à apprendre que la mort de quelques personnes auxquelles nous portions intérêt ou affection…* ». En octobre 1793, Montpensier voit avec douleur partir son père, transféré à Paris. Un mois s'écoulera avant qu'il apprenne sa mort sous le couperet de la guillotine, le 6 novembre.

Les conditions de détention se durcissent ou s'assouplissent au gré des évènements politiques. La duchesse d'Orléans (2) écrit régulièrement à ses fils durant leur captivité. Elle leur fait parvenir de l'argent dont ils peuvent en partie disposer. « *La dépréciation des assignats croissait journellement… Assurément, un traitement de deux mille francs par jour était assez magnifique ; mais… nous nous ne nous apercevions que trop, en payant notre viande, nos légumes, notre bois et notre charbon, que nous ne recevions réellement que quarante sous* ». Après le 9 Thermidor (27 juillet 1794) et la chute de Robespierre, Montpensier et Beaujolais, son plus jeune frère, vont vivre un épisode marquant de l'histoire de Marseille comme le souligne Dominique Paoli dans sa préface : « *le massacre des Jacobins enfermés dans le fort Saint-Jean par des groupes incontrôlés, taxés de royalisme, les Compagnons du Soleil* ». Le duc raconte : « *Ce fut vers ce temps que se formèrent les Compagnies de Jésus et celle des Enfants du Soleil… : elles étaient composées de jeunes gens dont les parents avaient été sacrifiés par les Jacobins, et qui se croyaient autorisées à venger leur mort par le meurtre…* ».

C'est après cet évènement que Montpensier et Beaujolais font une tentative d'évasion infructueuse dont le récit est rocambolesque. Montpensier se casse le talon et tente pourtant, en vain, quelques brasses dans le port de Marseille. Leur mère, la duchesse d'Orléans, obtiendra du Directoire la libération de ses fils, sous la condition qu'ils partent pour l'Amérique. Le 5 novembre 1796, les deux frères embarquent pour le Nouveau Monde qu'ils atteignent après une traversée de quatre-vingt-treize jours. À Philadelphie, alors capitale des États-Unis, ils retrouvent Louis-Philippe, venu les rejoindre. Sur cet exil américain se referment les mémoires du duc de Montpensier dont les écrits vont bien au-delà de ses *mésaventures* personnelles, suivies au jour le jour.

**Alain SOLARI**

(1) Duc de Montpensier - « ***Ma captivité pendant la Terreur, Mémoires, 1793 – 1796*** », Tallandier, introduction, notes et appareil critique par Dominique Paoli, prix franco : 16 €. Achat immédiat

(2) En 1793, après l'exécution de son mari, la duchesse d'Orléans avait été arrêtée et conduite à la prison du Luxembourg. Après la chute de Robespierre, très malade, elle avait obtenu d'être transférée dans une *maison de santé*, la pension Belhomme, dans le quartier de Charonne. Protégé en haut lieu, Belhomme *accueillait* des prisonniers menacés de la guillotine. Il les renvoyait à leur sort lorsqu'ils n'avaient plus les moyens de régler leur pension.

Jean de France

**Un prince français**

Prix franco 21 € Achat immédiat

Au début de cette année 2010 qui est aussi celle de sa quarantième année d'existence, *Royaliste* adresse tous ses voeux à ses lecteurs et amis, à la fidélité exemplaire, et sans lesquels nous aurions depuis longtemps disparu...

## FACEBOOK

A l'initiative d'un de nos abonnés, un groupe "Nouvelle Action Royaliste" vient d'être créé sur Facebook. Il a pour vocation première d'annoncer nos réunions et publications. Nous incitons ceux de nos amis qui sont déjà sur ce réseau social de venir s'inscrire au groupe.

http://www.facebook.com/

## CONGRÈS 2010

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les **17 et 18 avril 2010.**

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "***Néoprotectionnisme et réindustrialisation*** " et, d'autre part, " ***Souffrance au travail et relations dans l'entreprise*** ".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir.

Enfin, cette année, le Congrès aura à avaliser les termes de la « Déclaration de principes » qui est appelée à remplacer la *Déclaration fondamentale* que signe chaque adhérents et à adopter les nouveaux statuts de la NAR.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

## Duc de Vendôme

Le prince Jean a repris sa tournée au travers du pays :

- 13 janvier : **Quimper** (Librairie Ravy, 6 rue René Madec, 15 h).
- 21 janvier : **Marseille** où il assistera à la messe à la mémoire de Louis XVI (Église des réformés, 2 cours Franklin Roosevelt, 18 h 30).
- 22 janvier : **Toulon** (Résidence du Cap Brun, 192, rue du Lieutenant Aviateur Gayraud, 19 h).
- 28 janvier : **Marcq-en-Baroeul** (Hôtel de Ville, 20 h 30).

## 21 JANVIER

A Paris, la messe traditionnelle en hommage à Louis XVI aura lieu le **jeudi 21 janvier à 12 h 15** en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2 place du Louvre, 75001 Paris.

Un repas amical dans un restaurant voisin rassemblera ensuite amis et sympathisants de la NAR autour d'Yvan Aumont, Gérard Leclerc et Bertrand Renouvin.

## MERCREDIS DE LA NAR

**♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.**

**♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"*abonné des mercredis*" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.**

**♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).**

● **Mercredi 13 janvier** - Spécialiste du Proche Orient, grand voyageur, **Sébastien de COURTOIS** a consacré plusieurs ouvrages d'histoire et d'actualité au christianisme oriental, étudiant plus particulièrement une communauté syriaque orthodoxe à la fin de l'empire ottoman, les derniers Araméens, les traces des nestoriens sur la route de la soie, les chrétiens de Turquie.

Dans un nouveau livre, notre invité présente « **Le nouveau défi des chrétiens d'Orient** » : Dans le silence médiatique, dans l'indifférence des défenseurs patentés des droits de l'homme, ces chrétiens sont particulièrement persécutés en Irak, et menacés de disparition. Il importe de les découvrir, de mesurer l'importance de leurs apports dans l'histoire de l'Europe et dans celle de l'Orient, de faire connaître, sans romantisme ni compassion, ces hommes et ces femmes qui veulent seulement vivre en paix, dans leur pays.

● **Mercredi 20 janvier** - Comprendre la véritable nature du sarkozisme est une tâche difficile qui mobilise plusieurs disciplines : sociologie, sciences de l'information, psychanalyse... il faut aussi se dégager des polémiques ordinaires et des enjeux à court terme. Pour accomplir ce travail, nous aurons recours aux réflexions d'Emmanuel Todd, à la « *scénologie* » de Georges Balandier, à l'ouvrage que Pierre Musso a consacré au « *sarkoberlusconisme* » car il semble bien que nous assistions à la mise en place d'une formule politique inédite. « **Allons-nous vers un fascisme de type nouveau ?** » Le débat sur cette l'hypothèse sera animé par **Bertrand RENOUVIN** qui tentera ensuite de dégager les nouvelles orientations stratégiques qui permettraient aux organisations démocratiques de faire obstacle à cette menace.

● **Mercredi 27 janvier** - Économiste et juriste, docteur en droit et en histoire économique, journaliste, syndicaliste, **Philippe ARONDEL** est un familier de nos réunions. Avec lui, nous avons évoqué l'ultra-libéralisme, la pauvreté, les questions sociales en Europe, la « gouvernance »...

A partir d'un ouvrage que Philippe Arondel vient de publier, la réflexion portera cette fois sur une question qui est au cœur des mouvements sociaux et que le pouvoir politique ne veut pas prendre en considération : « **Les salaires** ». Ils ont été sacrifiés délibérément après le tournant libéral de 1983 sous couvert de sophismes que plus personne ne peut aujourd'hui prendre au sérieux. Pourtant, les gouvernants de gauche et de droite persévèrent dans la contrainte salariale, facteur de crises sociales et de réelles misères. Est-il possible de sortir du piège ultra-libéral ? A quelles conditions ?

## Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : **17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris**
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet : **http://www.narinfo.fr.st** (Informations et actualités) et **http://archivesroyalistes.org/**
- ✓ Téléphone/répondeur : **01.42.97.42.57**
- ✓ Télécopie : **01.42.96.99.20**
- ✓ Règlements à l'ordre de : ***Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris**

## Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

**Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?**

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

**Faire un don en ligne**

ou par courrier : **« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris**

# Rapport sur nos forces

Nos forces ? Existent-elles seulement ! A Paris, dans les milieux informés, on affirme depuis belle lurette que nous avons disparu du paysage politique. Reste une feuille de chou... C'est vrai, si l'on estime que les idées et les projets comptent pour rien dans un milieu politico-médiatique où le poids est fonction de l'image, du bavardage moderniste, du capital électoral, du matelas financier.

Ce jugement sans appel devrait nous désespérer. Nous poursuivons cependant notre tâche. Obstination maladive ? L'hypothèse n'est pas à exclure mais en attendant un diagnostic fondé nous nous en tenons à deux motifs. Le premier tient à l'existence de lecteurs d'une extraordinaire fidélité : ils font vivre notre journal, qui entre dans sa quarantième année, et souhaitent que notre aventure continue. Le second tient au fait que notre journal et notre mouvement réunissent maintenant des royalistes et un nombre significatif de sympathisants qui n'appartiennent pas à notre famille politique.

Cette réunion de plusieurs traditions tient à une réalité peu banale : une organisation militante nettement définie par son projet et ses conditions d'adhésion abrite une société de pensée ouverte à tous les courants républicains et démocratiques. Cela tient à un choix délibéré : depuis notre fondation, la plupart des invités de notre journal et de nos réunions ne sont pas royalistes. Sur de nombreux points, ces amis ont apporté des contributions décisives à nos propres analyses et à notre projet – si bien qu'un accord implicite s'est peu à peu réalisé sur un programme d'urgence pour l'économie nationale, pour la société française, pour l'Union européenne... Ce programme est d'autant plus solide qu'il se fonde sur les principes de la Révolution de 1789 et sur le programme du Conseil national de la Résistance, sur la Déclaration des droits et sur les préambules constitutionnels. C'est sur ce socle commun que peuvent se retrouver les gaullistes, les

communistes, les socialistes patriotes et les royalistes – le débat sur les institutions demeurant ouvert.

Nous sommes devenus un des lieux où s'élabore une nouvelle politique et nous sommes heureux de constater que les groupes de réflexion, les sites et les blogs qui pensent et agissent dans la même perspective sont de plus en plus nombreux. Cet « intellectuel collectif » n'a pas de nom et forme un réseau sans chef. Nous le concevons quant à nous comme une renaissance du « parti des politiques » mais il est peut-être plus simple d'y voir la matrice d'un *parti des patriotes* qui a failli se constituer en 2002 et qui est en attente de l'agent fédérateur qui le constituera en formation politique capable d'accéder au pouvoir.

Nous en sommes là : des idées à foison, un programme cohérent, des citoyens capables de prendre la direction des affaires, une immense attente dans le peuple français : beaucoup d'électeurs de Nicolas Sarkozy s'aperçoivent qu'ils ont été floués par les accents vaguement gaulliens de son discours, beaucoup d'électeurs de gauche sont accablés par le comportement des socialistes et ne comprennent pas comment les deux principaux syndicats français en sont venus à cogérer le système ultra-libéral.

La puissance du mouvement social est considérable. Mais, à court terme, il n'y a pas de possibilité de passage à l'acte politique. Le Parti socialiste continue de vivre dans la haine de la pensée, les luttes de personnes et de clans, les calculs cyniques. La « gauche de la gauche » ne sortira pas de ses nostalgies et de son sectarisme.

En face, la fraction droitière de l'oligarchie mène contre le salariat une guerre de classes impitoyable. Ce schéma simplifié n'est pas faux mais il se complique d'une stratégie médiatique redoutable (1) qui est actuellement mise au service d'une propagande haineuse visant à créer un affrontement entre « bons Français » et « musulmans » (2). Le rapport de forces n'est pas en notre faveur mais la dialectique du faible et du fort se conclut souvent de surprenante façon.

**Bertrand RENOUVIN**

(1) Cf. mon analyse, page 9, de l'ouvrage de Pierre Musso.

(2) Cf. l'entretien accordé par Emmanuel Todd au Monde du 27 décembre et, en écho, la chronique que j'ai publiée sur mon blog http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=2236